



Petroplus : les promesses envolées de François Hollande

Rappelez-vous, il y a un an, en pleine campagne présidentielle, François Hollande demandait à propos de Petroplus: « Où est l'Etat, où est le gouvernement, où est le Président de la République? » La même question lui est posée, après le rejet des deux dernières offres de reprise par le tribunal de commerce de Rouen, ce mardi, qui entraîne la cessation d'activité de la raffinerie.

Les salariés avec leurs organisations syndicales se battent depuis très longtemps pour sauvegarder l'emploi et leur entreprise. Des années de propositions alternatives pour permettre son rachat, démontrant ainsi la viabilité du site et sa rentabilité. **Le savoir-faire des travailleurs, leur esprit de responsabilité, leur intelligence ont démontré la pertinence de maintenir à Petit Couronne le raffinage pour notre région mais aussi pour la France. C'est un enjeu majeur...**

Et pourtant, mardi 16 avril, coup de tonnerre ! Les 2 offres de reprises ont été rejetées par le tribunal de commerce de Rouen et la procédure de licenciement collectif devrait être déclenchée dans les jours prochains si rien ne se passe. 448 salariés, 4 000 travailleurs des entreprises sous traitantes, courageux, combattifs sont à l'heure qu'il est, abasourdis par cette décision folle.

Le gouvernement, plutôt que de prendre acte de la décision par communiqué, estimant avoir tout fait pour faciliter la reprise du site, devrait se poser les bonnes questions plutôt que d'opiner du chef !!!

Est-il primordial pour le pays de maintenir et de renforcer l'activité de raffinage en France ? La réponse des communistes est un grand OUI. Eure Seine PCF, les communistes de l'Eure et de la Seine-Maritime, les militants du Front de Gauche, présents et nombreux avec les travailleurs aujourd'hui, affirment et crient aux responsables socialistes

(qui ont tous les pouvoirs) qu'il faut se donner les moyens de conserver ce joyau industriel par la volonté de ne pas céder face au pouvoir de la spéculation. Car tout n'a pas été essayé malgré ce que certains peuvent nous dire ! Il est par exemple possible avec le Fond Stratégique d'Investissement (FSI)

de dégager de l'argent pour relancer l'entreprise. Pour cela, l'Etat, la Région, le Département 76 avec les salariés doivent pouvoir se voir rapidement pour mettre en œuvre concrètement cette piste.

Et si cela ne suffisait pas, plutôt que de continuellement accepter la pression des compagnies pétrolières qui ont tout fait pour tuer les espoirs de reprise, il faut envisager la réquisition via la nationalisation de l'entreprise.

Le gouvernement doit démontrer sa volonté d'œuvrer pour l'emploi et l'activité industrielle en nationalisant le site pour le rétrocéder à un repreneur viable. **Petroplus doit vivre, c'est une question d'indépendance énergétique.**

Dans le même temps, **qu'attendons-nous pour donner un droit d'intervention aux salariés dans la stratégie des entreprises ? Qu'attendons-nous pour faire voter au Parlement la réalisation d'un pôle public de l'énergie incluant le raffinage et les visas sociaux environnementaux aux frontières ?**

Dans une période où le gouvernement touche le fond, il est temps de redresser la barre ! Temps de démontrer à tous les français que le redressement productif passe par la case « courage » ; **courage de porter une ligne politique industrielle qui n'existe pas aujourd'hui.** Il ne suffit pas de jouer les VRP où les pompiers en éteignant approximativement les incendies des pyromanes financiers !

Les déclarations de François Hollande resteront-elle lettre morte ? Nous n'osons le croire ! « Où est l'Etat, où est le gouvernement, où est le président de la République? » Disait-il... appelant l'Etat à prendre ses responsabilités en se mettant en quête d'un repreneur. Un an après, début janvier 2013, le nouveau Président louvoyait : « L'Etat est aux côtés des salariés de Petroplus, même si je ne peux rien leur faire comme promesses définitive, ça dépendra beaucoup de l'existence et de la force du repreneur ». ce n'est pas acceptable !

Aujourd'hui, il est plus qu'urgent de changer de braquet et de démontrer, comme nous avons pu le faire chez M-real, que la politique peut faire changer les choses de telle sorte que l'annonce d'aujourd'hui soit reléguée au rang des mauvais souvenirs. Ayons le courage de mener une vraie politique de redressement productif chez Petroplus.



Ce qu'ils en disent...

Une seule solution : nationaliser !



Si on considère que le raffinage a un avenir en France, qu'il est important de le maintenir et de le développer alors faisons tout pour garantir sa pérennité ! Comment imaginer que demain nous risquions de ne plus avoir d'indépendance énergétique (parce que c'est de ça dont il s'agit) sans réagir ? C'est impensable ! Le président de République et le gouvernement socialiste sont au pied du mur : soit comme face à Mittal, ils plient une nouvelle fois devant les pressions des grands groupes pétroliers comme Total ; soit ils décident de nationaliser la raffinerie de Petit-Couronne afin de sauver ce site et de jeter les bases d'une maîtrise publique de l'énergie. Je veux dire ma totale solidarité et mon entier soutien aux salariés de chez Petroplus. Le combat n'est pas terminé... Il faut à présent que le gouvernement entende les propositions des travailleurs.

Gaëtan Levitre, maire d'Alizay, Conseiller général.

Ecœurement et colère

On ne peut ressentir qu'écœurement et colère à l'annonce de la fermeture de Petroplus. Encore une fois, l'argent Roi aura dominé le destin de 500 salariés (4 500 en comptant les emplois induits). Encore du savoir-faire et des compétences bradés au seul bénéfice du profit immédiat. Raffiner au Moyen-Orient ou en Asie, c'est faire fi des normes sociales et environnementales. Et ce gouvernement que l'on croyait de gauche laisse faire... Mes pensées fraternelles vont aux salariés qui se sont magnifiquement battus pendant ces longs mois, ils ressortent de ce conflit la tête haute et empreints de dignité.



Claudine Duteuil, conseillère municipale à Louviers.

Le combat n'est pas terminé



L'énergie est un besoin vital de l'homme et tout ce qui la concerne doit être envisagé sous le contrôle plein et entier de l'Etat. L'électricité, le gaz, tout comme le pétrole doivent être exploités par des moyens de productions durables et respectueux de notre environnement. Pour cela, il est urgent de créer un pôle public de l'énergie. Les salariés de chez Petroplus sont aujourd'hui en plein doute et je veux leur exprimer mon plus profond soutien en cette période délicate. Le combat n'est pas terminé, aujourd'hui le gouvernement doit choisir entre l'asservissement aux marchés financiers et l'intérêt national de sauver cette entreprise. Il doit entendre les revendications des ouvriers qui parlent de nationalisation. C'est une alternative crédible pour voir demain cette usine redémarrer et vivre de sa belle vie. Il est temps d'avoir une ligne politique industrielle claire !

Thierry Delisle, secrétaire de la cellule PCF de Poses.

Arrêtons de nous dire qu'on ne peut contrer cette décision

La nouvelle est tombée mardi 16 avril, froide et inhumaine : Petroplus se voit privée de reprise et bascule dans la liquidation judiciaire. Malgré les dix-huit mois de lutte acharnée et rondement menée par les salariés avec leurs organisations syndicales, les espoirs de reprise furent stoppés net ! Mais aujourd'hui, il ne s'agit pas d'en prendre acte comme le dit le gouvernement, il faut sauver les Petroplus en nationalisant le site. Pourquoi ? Parce que les salariés ont démontré qu'ils étaient capables de remettre en état la raffinerie et qu'ils l'ont fait tourner sans le moindre incident tout en gagnant de l'argent grâce à l'outil industriel. Alors arrêtons de dire qu'on ne peut contrer cette décision ! Nationalisons le temps de trouver un repreneur crédible ou bien pour laisser les salariés gérer leur entreprise.



Arnaud Levitre, secrétaire de la section Eure Seine PCF